



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BERLIN ECO

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ALLEMAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BERLIN

N° 20 – 10 novembre 2022

 Sommaire

Actualité économique :

- Environnement macro-économique : PIB / épargne / inflation / production industrielle / commandes / commerce de détail / climat des affaires
- Politique budgétaire : financement des mesures de soutien / recettes fiscales
- Politiques sociales : chômage / assurance-maladie

Actualité financière :

- Régulation financière : régulation bancaire / assureurs dommages / blanchiment d'argent
- Banques et assurances : paiements instantanés / rentabilité des banques allemandes / Deutsche Bank

 LE CHIFFRE À RETENIR

126,4 Mrd€

Hausse des estimations de recettes fiscales sur la période 2022-2026 selon le BMF

 ACTUALITE ECONOMIQUE

Environnement macroéconomique

Le **PIB** allemand a crû de +0,3 % au 3^{ème} trimestre 2022, principalement soutenu par les dépenses de consommation privée, selon des données provisoires de [Destatis](#), après +0,1 % au 2^{ème} trimestre.

Le **taux d'épargne** des ménages a retrouvé au 1^{er} semestre 2022 son niveau pré-pandémie (soit 11,1% -cvs-, contre 11 % au 1^{er} semestre 2019) d'après [Destatis](#). S'il était monté à 18,2 % au 1^{er} semestre 2021 en raison des restrictions liées à la pandémie, il reflue désormais face à la hausse des prix.

Selon des données provisoires de [Destatis](#), l'**inflation** s'est accélérée en octobre, à +10,4 % en glissement annuel après +10,0 % en septembre (IPC). Elle reste principalement tirée par la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, malgré l'introduction du taux de TVA réduit de 19 % à 7 % pour les livraisons de gaz naturel et le chauffage urbain.

En glissement mensuel, la **production dans l'industrie manufacturière** (corrigée de l'inflation) a progressé de +0,6 % en septembre (mais -0,9 % dans les industries écono-ergo-intensives), selon des données provisoires de [Destatis](#), après un recul de -1,2 % en août.

Les nouvelles **commandes dans l'industrie manufacturière** ont reculé de -0,4 % en septembre

(chiffre corrigé des prix, cvs-cjo), d'après des données provisoires de [Destatis](#). Pour la première fois depuis mai 2020, le chiffre d'affaires (en valeur) des commandes traitées était supérieur à celui des nouvelles commandes en septembre.

Le chiffre d'affaires du secteur du **commerce de détail** a progressé de +0,9 % en septembre (corrigé des prix, cvs-cjo), selon les résultats provisoires de [Destatis](#).

L'indice [ifo](#) du **climat des affaires** a très légèrement baissé en octobre, passant de 84,4 à 84,3 points.

Politique budgétaire

Le gouvernement fédéral et les Länder sont parvenus à un [accord cadre](#) pour le **co-financement des 3^{ème} et 4^{ème} paquets de soutien** annoncés en septembre. L'accord confirme et précise la prise en charge par le Bund des dispositifs de freins aux prix du gaz et de l'électricité. Il prévoit également deux enveloppes d'un total de 13 Mrd€, financées sur le Fonds de stabilisation économique, pour les entreprises, établissements publics et culturels et PME qui seraient insuffisamment protégés par les freins aux prix.

Le [ministère fédéral des finances](#) a dévoilé des **estimations de recettes fiscales** en hausse de +126,4 Mrd€ sur la période 2022-2026 par rapport aux dernières estimations de mai. Toutefois, la hausse concerne surtout les années 2024-2026.

Politiques sociales

L'emploi est resté stable en septembre (+0,0 % dernières données désaisonnalisées publiées), mais le nombre de personnes inscrites au **chômage** a légèrement augmenté en octobre (+0,3 % sur un mois). Cette dégradation ne peut plus s'expliquer par le flux de réfugiés selon [l'agence](#) fédérale du travail, mais par un affaiblissement conjoncturel. Le taux de chômage (définition nationale) est resté néanmoins stable à 5,5 % (données cvs). Les baromètres de l'emploi ont continué à baisser, le baromètre de l'emploi de [l'ifo](#) reculant à son niveau d'avril 2021.

Le Bundestag a adopté le 20 octobre la [loi](#) de stabilisation financière du régime général des

caisses d'**assurance-maladie** qui prévoit notamment le relèvement de la subvention annuelle de l'Etat fédéral à 16,5 Md€ en 2023 (soit +2 Md€) et un prêt de 1 Mrd€ au fonds de santé. Plusieurs mesures visent aussi à freiner la progression du taux de cotisation maladie (telles qu'une plus grande mobilisation des réserves des caisses), d'autres à agir sur les dépenses (telles que le moratoire sur les prix des médicaments prolongé jusqu'à fin 2026).

ACTUALITE FINANCIERE

Régulation financière

Le ministre fédéral des Finances, Christian Lindner, déclare, lors d'une conférence organisée par le secteur bancaire ([International Bankers Forum](#), 2/11/22), que « la rentabilité des banques allemandes n'est pas satisfaisante [...] ; parmi les banques commerciales allemandes actives au niveau international, aucune ne se trouve dans les premières places ». La **régulation bancaire**, qui, à son avis, en serait en partie responsable, mettrait trop l'accent sur la stabilité et la protection des consommateurs et pas assez sur la compétitivité.

Le superviseur, [BaFin](#), met en garde les **assureurs dommages** allemands contre de trop faibles provisions pour sinistres dans un environnement marqué par une inflation élevée. Il craint que les assureurs n'augmentent pas les primes proportionnellement aux coûts. En 2021, les primes d'assurance-dommage et accident atteignaient 77 Mrd€ et les prestations versées 63,5 Mrd€. La BaFin s'attend à une forte augmentation des prestations en 2023, due à l'inflation.

Dans le contexte de la mise en œuvre des sanctions décidées par l'UE à l'encontre de la Russie, le gouvernement allemand a préparé [un projet de loi](#) qui modifiera notamment la loi sur le **blanchiment d'argent** (*Sanktionsdurchsetzungsgesetz II / Geldwäschegesetz*) en interdisant « le paiement d'un bien immobilier en espèces, en crypto-actifs ou à l'aide de matières premières » (§ 16a), si le montant dépasse 10 000 €.

Banques et assurances

La confédération bancaire allemande, [DK](#) est critique à l'égard de la proposition législative de la Commission visant à rendre les **paiements instantanés** en euros accessibles à tous les particuliers et à toutes les entreprises qui possèdent un compte bancaire dans l'UE. La DK y voit une intervention non justifiée du régulateur sur le marché des services de paiement, qui, à son avis, ne laisse apparaître aucun signe de défaillance. Elle constate une utilisation croissante de ce système de paiement déjà proposé par la plupart des établissements bancaires allemands.

L'agence de notation Mood'ys abaisse de stable à négative la perspective des **banques allemandes** en raison de la crise énergétique et de l'inflation qui pourraient peser sur les ménages et les entreprises. Le taux de créances douteuses des banques allemandes devrait néanmoins rester faible : il pourrait passer de 1,7 % en fin d'année 2021 à plus de 2 %.

Selon les données de la [BCE](#), les **banques allemandes** enregistrent au 2^e trimestre la plus faible rentabilité des capitaux propres (0,6 %) de l'UE derrière Malte et le ratio coût/revenu (79,2 %) le plus élevé de l'UE.

Deutsche Bank enregistre, sur les neuf premiers mois de l'année, un [résultat avant impôts](#) en forte hausse (4,8 Mrd€ contre 3,3 Mrd€ sur la même période en 2021). Son rendement de capitaux propres atteint 8,1%, (contre 4,8 %), soit davantage que l'objectif de 8 % fixé pour fin 2022, et son ratio coût/revenu 73 % (contre 82 %). Deutsche Bank a renforcé son capital en émettant des obligations assimilables à des fonds propres supplémentaires ([AT1](#)), d'un volume de 1,25 Md€ (coupon de 10 %). La banque avait déjà émis une dette [AT1](#) de 750 M€ fin mars (coupon de 6,75 %). La **BaFin** a menacé la banque d'amendes au cas où elle ne se conformerait pas à ses instructions en matière de prévention du [blanchiment](#) d'argent et du financement du terrorisme.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international